



Déclaration Préalable CHSCT33 du 31/10/2019

Monsieur le Président,

Le projet de réorganisation du Ministre DARMANIN incluant la géographie revisitée et la dé-métropolisation, le rapport Gardette et le transfert de 11 taxes sur 14 de la DGDDI vers la DGFIP qui met en péril la douane en tant qu'administration autonome, les restructurations annoncées dans les autres directions du Ministère placent les agents des finances dans une situation angoissante.

Déjà dans leur rapport 2018, les inspecteurs santé et sécurité au Travail et les médecins de prévention décrivaient dans leurs rapports une situation critique du fait de l'enchaînement des réorganisations, du manque d'effectifs, de la pression des résultats et du manque de reconnaissance et de soutien de la part de la hiérarchie.

La situation est identique dans le périmètre de notre CHSCT avec rappelons-le une hausse de 3,36 % des jours de congés ordinaire de maladie entre 2017 et 2018 pour la seule DRFIP33 et une augmentation du nombre et du volume des écrêtements horaires.

Pour le seul département de la Gironde et le périmètre directionnel de notre CHSCT, le nombre d'agents ayant exprimé une souffrance au travail est passé de 69 à 85 entre 2017 et 2018, les autres troubles (du sommeil, addiction, syndrome dépressif...) signalés sont passés de 80 à 94 et le nombre de situation d'épuisement professionnel (burn out) de 4 à 20¹.

Les nouvelles restructurations annoncées en 2019 accompagnées de leurs cortèges de suppressions d'emplois ainsi que la disparition programmée des CHSCT et le passage, pour l'employeur, d'une obligation de résultat en matière de santé et sécurité à une obligation de moyens vont accélérer cette dégradation des conditions de travail des agents et les troubles psycho-sociaux.

Pour la CGT et l'intersyndicale des finances qui s'est exprimée lors du dernier CHSCTM, le constat est clair : les pouvoirs publics sont dans une démarche idéologique et les réponses sont toujours les mêmes : l'adaptation à un monde qui bouge, et en conséquence la nécessité d'incessantes modernisations/restructurations présentées comme inéluctables, et surtout absolument incontournables.

Dans la réalité, c'est surtout moins de service public, moins de recettes fiscales pour l'éducation nationale, la santé, la protection de nos concitoyens et les politiques sociales et environnementales.

Pourtant de l'argent certains en possèdent bien plus qu'ils ne leur en faut et pourraient contribuer efficacement à l'intérêt général s'ils étaient sollicités.

Depuis 2015, les dividendes mondiaux versés aux actionnaires n'ont cessé d'augmenter et 514 milliards de dollars ont été versés sous forme de dividendes au second trimestre 2019.

La France reste de loin le plus grand payeur de dividendes en Europe avec 51 milliards de dollars sur la même période.

Pour la CGT, face à ce pouvoir qui reste sourd depuis si longtemps aux revendications des travailleurs et qui prête si peu d'attention à l'intérêt général, seul le rapport de forces est de nature à inverser la tendance.

Nous appelons tous les personnels des finances à participer par la grève et la manifestation à la journée d'action du 14 novembre prochain !

¹ *Ces chiffres sont à compléter par la vingtaine de fiches Risques Psycho-Sociaux transmises récemment par les agents de la DRFIP33, information communiquée en séance.*